

France

202^{ème} session du Conseil exécutif

**Intervention de Madame Françoise NYSSSEN,
Ministre de la Culture,**

**Déclaration nationale devant le Conseil exécutif de
l'UNESCO,**

Lundi 9 octobre 2017

Monsieur le Président du Conseil exécutif,
Monsieur le Président de la Conférence Générale,
Madame la Directrice générale,
Mesdames et messieurs les membres du Conseil, ministres et
ambassadeurs,
Mesdames et messieurs,

Depuis plus de 70 ans maintenant, l'UNESCO œuvre au développement de « la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité », pour l'établissement d'une paix durable.

L'humanité est aujourd'hui face à d'immenses défis, qui font peser un risque sur sa sécurité, sa fraternité, sa diversité.

Plusieurs décennies après sa création, les missions et les valeurs de l'UNESCO sont plus que jamais d'actualité.

Nous devons les faire vivre.

La France sera au rendez-vous.

Elle sera au rendez-vous, d'abord, en tant qu'Etat du siège de l'Unesco. C'est une position qui nous honore, autant qu'elle nous oblige. Nous savons les responsabilités qu'elle implique.

La France considère qu'elle a une responsabilité particulière par rapport à cette organisation. L'Unesco traverse une période de fragilité, elle doit s'adapter au monde en évolution rapide. Elle a besoin pour cela, à sa tête, d'une personnalité qui incarne l'esprit de l'Unesco et qui porte une ambition pour l'Unesco ; d'une personnalité dynamique et imaginative, qui saura trouver des solutions innovantes et des ressources supplémentaires ; d'une personnalité pouvant s'appuyer sur un pays qui sera un soutien indéfectible de l'Unesco, la France. Cette personnalité s'appelle Audrey Azoulay. Il était important pour moi d'être ici aujourd'hui pour soutenir la candidature de celle qui m'a précédée au Ministère de la culture.

Ma présence aujourd'hui ici est aussi la preuve de la continuité de l'engagement français au soutien de l'Unesco.

La France continuera de s'engager, comme toujours, pour œuvrer aux missions fondamentales de l'UNESCO : rapprocher les Hommes par l'éducation (i), la science (ii) et la culture (iii)

1/ En matière d'éducation, notre pays continuera à s'investir particulièrement, comme il le fait depuis longtemps. C'est « la » priorité affichée de notre politique de développement. L'éducation a

notamment un rôle capital à jouer dans la prévention de la radicalisation. La France sera là pour accompagner cette ambition. Elle contribue aux travaux du Comité directeur de l'ODD4 : le nouvel agenda mondial pour l'éducation, adopté dans le cadre de l'Agenda 2030 des Nations unies. L'UNESCO doit rester chef de file pour sa mise en œuvre. Nous tenons à remercier la Directrice générale pour les efforts déployés dans ce domaine, si important.

2/ La France continuera de s'engager, ensuite, pour soutenir l'ambition de l'UNESCO dans le domaine des Sciences.

Nous souhaitons rendre hommage au travail effectué par l'Organisation. Il faut le poursuivre, et s'unir pour obtenir davantage de fonds extrabudgétaires.

Qu'il nous soit permis ici de manifester clairement notre attachement au maintien et au développement du Programme International relatif aux Sciences Fondamentales. C'est un « pont » indispensable entre l'UNESCO et la Communauté scientifique tout entière.

Nous sommes heureux de saisir cette occasion pour rappeler qu'un accord important a été signé, le 3 octobre dernier, entre l'UNESCO et le Muséum National d'Histoire Naturelle de France. Il vient consacrer des décennies de coopération et porte de grandes promesses pour l'avenir.

Nous souhaitons mentionner enfin le projet de décision déposé par la France et l'Italie sur le Programme « Mémoire de la Glace » : il ouvre des perspectives essentielles pour la sauvegarde des données scientifiques contenues dans les glaciers de haute montagne, qui sont aujourd'hui menacées par le réchauffement climatique.

3/ La France s'engage, par ailleurs, pour défendre et promouvoir l'une des valeurs phares de l'UNESCO : la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

- C'est un terrain de vigilance particulier, à l'heure du numérique. La France a porté, avec le Canada, des directives opérationnelles sur le numérique, à l'occasion de la dernière Conférence des États parties à la Convention de 2005¹. Tous les États se sont accordés sur la qualité de ce texte, et nous nous félicitons de son adoption.

- La protection du patrimoine, bien commun de l'humanité, est un autre enjeu phare.

- Le musée du Louvre a accueilli, le 20 mars dernier, la première conférence des donateurs de l'Alliance internationale pour la **protection du patrimoine dans les zones de conflit**². Elle a permis de collecter près de 76 millions de dollars issus de donateurs

¹ Sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

² Egalement appelée Fondation ALIPH

publics. Les actions futures de la Fondation devront s'inscrire dans une coordination étroite avec l'UNESCO, qui siège au Conseil de la Fondation.

- **En mai dernier, la France a par ailleurs été élue pour 2 ans à la présidence de la Convention de 2001 sur la protection du patrimoine culturel subaquatique.** Elle s'attachera à sensibiliser les Etats non encore parties, ainsi que le public, à sa valeur.

- **La France continuera de s'engager, enfin, pour la liberté d'expression et la sécurité des journalistes.** Elle a organisé en mars dernier l'exposition « La presse en liberté » avec la Suisse. Elle appuie la création d'un poste de Représentant Spécial pour la sécurité des journalistes, auprès du Secrétaire général des Nations unies.

La France s'engage *pour l'UNESCO, avec l'UNESCO.*

Nous savons les difficultés auxquelles fait face notre Organisation. Les facteurs budgétaires en sont une dimension importante. La discussion arrive aujourd'hui à un point décisif, qui engage le devenir de l'organisation.

Notre conviction est que la meilleure manière de surmonter ces difficultés, pour l'UNESCO, est de se montrer fidèle à ses valeurs, à ses combats, à ses ambitions.

En choisissant sa prochaine Directrice ou son prochain Directeur général(e), l'UNESCO se choisit un avenir.

La France a décidé de présenter la candidature d'Audrey AZOULAY, parce qu'elle incarne l'exigence pour l'éducation, la science et la culture qui est au cœur de notre Organisation.

Et qui est le cœur de la réponse aux grands défis de l'humanité – qu'il s'agisse du défi climatique, sécuritaire, démographique.

Ces défis, aucun de nos Etats ne pourra les relever seul.

Comme l'a dit le Président de la République française, à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies il y a quelques jours : c'est par la voie d'un « *multilatéralisme fort et responsable* » que nous y parviendrons. Que nous tracerons des chemins d'avenir pour l'humanité. La France est déterminée à s'y engager.

Monsieur le Président,

Je vous remercie d'avoir donné la parole à la France.